

Manque d'humanité à la maison de retraite?

A Trémentines, la gestion, qui dépend de l'Agglo, est dénoncée par Mme Tanguy, présidente sortante du conseil de vie sociale.

Parce qu'elle ne peut « continuer à cautionner cette gestion sans humanité et ce manque de reconnaissance du conseil de vie sociale (CVS) », Marie-Juliette Tanguy, présidente du CVS de la maison de retraite de Trémentines, a décidé de ne pas renouveler sa candidature à ce poste. Des élections sont prévues en novembre. Elle en a informé Isabelle Leroy, vice-présidente de la communauté d'agglomération du Choletais (Cac), dont dépend l'établissement.

Le CVS, qui représente les résidents, leurs familles et le personnel, sert de lien avec la Cac. Or, Mme Tanguy explique qu'il « ne peut plus jouer son rôle depuis juin 2013 », en citant notamment : « Aucune réunion [depuis un an] malgré nos démarches (3 au minimum par an sont prévues par les textes), aucune information sur tous les dossiers en cours... »

L'ancienne maire de Saint-Léger-sous-Cholet déplore que le CVS n'ait « plus d'interlocuteur puisque plus de direction sur place [...], les personnes qui assurent épisodiquement le remplacement n'ont aucune possibilité de répondre aux questions [...]. L'établissement est

géré, de loin, par les services administratifs du Centre intercommunal d'action sociale. » En résumé, « il n'y a plus de maîtresse de maison [...] ce qui entraîne absence de confiance et inquiétudes de la part des familles ».

Et Marie-Juliette Tanguy de relier ces « dysfonctionnements dommageables pour la vie des résidents » au contentieux de la Cac, et de son président Gilles Bourdoleix, avec l'ancienne directrice. « L'établissement fait les frais du conflit avec la directrice Mme Duret, dont on s'acharne à casser tout le travail pour mieux l'accabler et trouver des motifs de l'éliminer. » Sous-entendant que sous sa direction, « l'établissement était connu auparavant comme un des meilleurs de la région ».

Elle conclut en précisant son attachement, « quelle que soit la personne assurant la direction », à un « fonctionnement de l'établissement tel qu'il existait, c'est-à-dire de façon humaine ».

Sa lettre a également été adressée aux autorités de tutelle, aux familles et au personnel.

► Trémentines. Maison de retraite : l'Agglo dans le viseur de M^{me} Tanguy

« Je ne peux continuer à cautionner cette gestion sans humanité. » Marie-Juliette Tanguy, présidente du Conseil de vie sociale (CVS) de la maison de retraite de Trémentines EHPAD Val d'Evre, a envoyé une lettre ouverte à Isabelle Leroy, vice-présidente de la Communauté d'agglomération du Choletais dans laquelle elle détaille les raisons qui la poussent à ne pas se représenter au poste de président du CVS. Les élections sont programmées en novembre. M^{me} Tanguy regrette que le CVS qu'elle préside ne puisse plus jouer son rôle depuis juin 2013. Le CVS, interface entre les familles et la direction de l'établissement, « n'a plus d'interlocuteur puisqu'il n'y a plus de direction sur place. L'établissement est géré de loin par les services administratifs du Centre intercommunal d'action sociale ».

Marie-Juliette Tanguy déplore qu'il n'y ait plus de « maîtresse de maison

alors qu'un EHPAD est un lieu de vie, ce qui est dommageable pour tous ». Estimant que cette absence de direction met en difficulté le personnel, inquiète les familles et génère des dysfonctionnements « dommageables pour la vie des résidents », la présidente du CVS et ancien maire de Saint-Léger-sous-Cholet, fait le lien direct avec « l'affaire Duret », du nom de l'ancienne directrice en grave conflit avec la CAC et son président Gilles Bourdouleix. « L'établissement fait les frais du conflit avec M^{me} Duret dont on s'acharne à casser tout le travail pour mieux l'accabler et trouver des motifs de l'éliminer. L'établissement, connu pour être un des meilleurs de la région auparavant, est pris en otage pour régler ce problème qui ne nous concerne pas. » C'est sur ces arguments qu'elle a transmis aux familles, aux personnels et aux autorités de tutelle que la présidente du CVS renonce à se représenter.